

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Leçons du 7 juin

Urgence, unité de toute la gauche

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 8 juin 2009

Démocratie & Socialisme

En dépit de la mise en scène trompeuse d'une UMP à 27,4 %, le total des voix du pouvoir est minoritaire en France. Mais hélas, en face, la gauche qui avait tout pour être majoritaire, n'a pas réussi ni à s'unir et ni à présenter une véritable alternative.

Du coup, le décalage a été total entre les préoccupations majeures des salariés et le type de campagne électorale qui a eu lieu.

Le résultat des votes n'est pas représentatif de la réalité des aspirations de nos concitoyens, puisque les 60 % d'abstentions se concentrent surtout dans la classe salariale alors que nous sommes pourtant dans une période de grandes luttes sociales, avec les 8 syndicats unis, du 29 janvier au 16 mars, du 1er mai au 13 juin. Le lien n'a pas été établi entre les Continental, Caterpillar, Molex, Hewlett-Packard... et le sens de cette élection.

La liste composite des écologistes a connu un gros succès mais c'est un vote refuge (« Home »). Car pour sauver la banquise, il faut se sauver des banquiers d'abord : pour être un bon écologiste, il faut forcément être un bon anticapitaliste. Et l'écart entre le libéral - libertaire Cohn-Bendit et l'écologisme social de gauche comme José Bové et d'autres est grand. Ce n'est pas la première fois qu'aux Européennes, il y a percée d'une liste composite qui ne structure pas la vie politique ensuite. Les Européennes ont servi déjà à des échappatoires pour des votes éphémères. Or nul ne remplacera la "croissance" (noire ?) du capitalisme par la croissance ou la décroissance "verte". Ce n'est pas le problème de la couleur de la croissance mais le problème du capitalisme qui est en cause. Cela laisse les écologistes entièrement devant leurs choix face à la gauche demain.

Le fond du problème est entièrement du côté du PS : il aurait pu avoir, le 7 juin 2009, devant l'échec du sarkozysme, 30 % des voix comme en 2004.

Mais en 2004 il avait su défendre l'Europe sociale des 35 h et du Smic européen.

C'était avant le « non » du 29 mai 2005 où la direction du parti se trompa et fut désavouée par 59 % des électeurs socialistes. Et depuis, il y a eu tous les pas de danse plus qu'hésitants sur le traité de Lisbonne.

Ce passif n'a pas été redressé : l'« Europe sociale » n'a pas été promue comme une réponse claire par le PS pour le vote de ce 7 juin.

Il aurait fallu que le PS choisisse véritablement l'orientation à gauche qui a prévalu, même de justesse, au congrès de Reims. Certes les divisions internes nuisent mais pas tant que ça, ce qui manque c'est l'orientation de combat de gauche vraiment mise en oeuvre car c'est ça qui reléguera les divisions.

Impossible de rester entre deux voies, à la croisée des chemins entre un social libéralisme minoré et un combat de gauche insuffisamment assumé. Il faut rénover, aller à gauche vraiment, enfin.

On voit bien que les thèmes les meilleurs, les plus évidents, défendus par le Parti de gauche, le Parti communiste ou le NPA correspondent largement à l'attente de millions de salariés qui voteraient pour nous sans hésitation si nous les défendions. Mais ces partis ne suffisent pas et ne suffiront pas, ni aujourd'hui, ni demain, à ramener une majorité de voix : il faut que le plus grand des partis, le PS, physiquement, matériellement, politiquement défende ces thèmes, sinon nul n'arrivera à les faire triompher.

Rappelons que le PS dirige 20 régions sur 22, 61 % des départements, et 2 villes sur 3. En mars 2008, il a battu le sarkozysme à plate couture, la gauche avait 51 % des voix, sans l'inconsistant Modem. Le PS est la « clef » de la gauche ». Mais il ne s'en sert pas.

Si la confrontation de fond pour répondre à l'immense crise du système financier, entre une Europe de droite, libérale et une Europe de gauche, sociale, n'a pas eu lieu, à l'occasion du 7 juin, c'est la faute au programme timoré et hésitant du PS.

Car pour s'en prendre à la fois à Barroso et à Sarkozy ce qui était la bonne orientation, il ne fallait pas avoir les pieds dans le tapis du PSE et les mains liés sur l'opt out par Gordon Brown et par le SPD sur Barroso. Il fallait au moins un candidat pour la présidence de la commission. Sinon le lien avec le PSE ne faisait pas gagner de voix mais en perdre : c'est un boulet. D'ailleurs partout en Europe les droitiers du PSE ont perdu faute d'offrir une alternative à la crise.

Le problème n'est pas d'avoir fait trop d'anti-sarkozisme, c'est de ne pas en avoir assez fait, et de l'avoir mal ciblé : dès la fin 2008, il fallait désigner directement Sarkozoy et son système, son programme, sa politique, comme étant les auteurs de crise, la bande du Fouquet's, le Medef et le CAC 40 comme les forbans de la finance. La crise n'est pas venue d'ailleurs. Elle était dans la candidature Bling-bling ses appels à la déréglementation boursière, aux subprimes, aux prêts hypothécaires. C'était Sarkozy le "trader de l'Elysée", l'ami des banquiers et banqueroutiers, en France comme en Europe. Son agitation en G4, G 8, G 20 masquait sa responsabilité centrale dans la crise. Il ne fallait pas le laisser s'échapper, laisser croire qu'il agissait alors qu'il aggravait tout par ses choix.

Et c'est sa "présidence française" qui tentait de faire passer la directive « temps de travail » à 65 h maxima par semaine ! Que n'en n'avons nous fait un axe en y opposant les 35 h et l'incontournable réduction du temps de travail. Il fallait aussi lier la lutte contre la loi Bachelot et la directive santé. Il fallait être intransigeant sur l'Edf et dénoncer frontalement la privatisation du fret SNCF et de la Poste, annoncer que jamais on ne plierait la France à de telles directives.

La question n'est pas de l'ampleur d'un plan de relance (40 milliards ou 100 milliards) mais de la nature dudit « plan de relance » : est-il destiné aux banquiers ou aux salariés ? est-il destiné à pérenniser le système ou à le changer ? Est-ce que nous voulons, pour sortir de la crise, redistribuer les richesses (Smic à 1600 euros, 35 h, retraite à 60 ans, Sécurité sociale, services publics) ou non ?

Le PS est aussi responsable de son score, par sa façon trop lente de rompre le compromis historique avec l'Europe des libéraux pour revendiquer une autre Europe, sociale. Il y a quatre ans, l'Europe avait passionné les électeurs français qui avaient, en toute connaissance de cause, voté « non » à 55 % au projet de constitution libérale européenne. Depuis l'écart s'est creusé entre l'Europe et les Français, à cause du coup tordu de Sarkozy imposant le traité de Lisbonne sans référendum et des embarras pérennisés du PS, ce qui a contribué à distancier beaucoup d'électeurs des urnes. Trop de salariés ont pensé : « à quoi bon ? ».

Le PS manque au salariat. Il aurait fallu avancer des revendications précises en matière de salaire, de contrôle des licenciements, de durée du travail, de Sécurité sociale. Pas du baratin ! « Changeons maintenant ! » ça ne veut rien dire (quoi, qui, pour qui, comment).

Le PS manque à la gauche : ce fut une grave erreur en pleine campagne, de notre ancien premier secrétaire de relancer l'idée d'une alliance avec le Modem, au lieu de défendre le rapprochement avec le FG, le NPA, les Verts.

Le PS ne soutient pas assez fortement les licenciés, les précaires, les pauvres et ne dénonce pas assez la politique

de « rupture » réactionnaire cruellement antisociale de Sarkozy. Il court après les modes, les apparences, mais il ne promeut pas de syndicalistes ni de défenseurs du droit des travailleurs : ce n'est pas une question de génération, de quadras, mais de fond !

Enfin il faut qu'on comprenne massivement qu'on est pour la rupture avec le système. Nous sommes pour une économie mixte et contre une société de marché. Nous sommes pour rompre avec le capitalisme financier type FMI/OMC. Nous sommes pour une VIe République sociale, pas une pour une République conservatrice néolibérale. Nous sommes pour arrêter avec le « libre-échange », la « concurrence libre et non faussée », et remplacer la « main invisible du marché » par la main visible de la démocratie. Les salariés sont plus nombreux que les actionnaires et les patrons : c'est le salariat que nous devons écouter !

Et pour cela, un seul choix, une seule dynamique, l'unité de la gauche ! Unité de toute la gauche ! Pas d'exclusive, sauf envers les idées de droite libérale ! Pas d'hésitation sur notre camp : pour reconstruire le PS, sortir du 21 avril 2002 et du 6 mai 2007, il faut enfin un autre cap.

Nous sommes, D&S (et nous croyons que c'est la position de la motion C) pour l'unification de la gauche, pour un grand parti de gauche unifié, avec une vie démocratique exemplaire.

Face à une seule droite, une seule gauche ! Nous appelons sans préalable à un travail (assises, réunions à tous les niveaux...de la base au sommet) de toute la gauche pour définir un projet commun et un candidat commun, des candidats communs qui l'incarnent à l'avenir.

Gérard Filoche